

L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE S'EST DEROULÉE HIER A ZÉRALDA

Benbaïbeche lance El Fadjr El Djadid

Tahar Benbaïbeche a présenté, hier, à Zéralda, les lignes directrices de sa nouvelle formation politique : le Parti Fedjr El Djadid (parti de l'aube nouveau). L'ex-secrétaire général du RND estime que la situation sécuritaire reste très préoccupante.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Il y avait foule hier au centre de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda. Des citoyens venus de toutes les régions d'Algérie pour assister à l'assemblée constitutive de la nouvelle formation politique de Tahar Benbaïbeche : le Parti Fedjr El Djadid (PFD).

L'ex-secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (Onec) et du Rassemblement national démocratique (RND) a fait son apparition

à 11h 30 aux côtés de plusieurs personnalités politiques. Djahid Younsi, Ahmed Benbitour, Soufiane Djilali et même Hassane Laribi, ancien responsable d'El Islah, ont participé à l'événement.

«Notre rencontre aujourd'hui est consacrée à la création d'une nouvelle famille politique. Nos relations avec les autres tendances politiques seront basées sur l'intérêt supérieur du peuple algérien», lance Tahar Benbaïbeche sur un ton solennel. Puis il reviendra longuement sur l'histoire de l'Algérie contemporaine. Une histoire jalonnée, depuis l'Indépendance, de crises successives. Selon lui, la pire des périodes a été celle des années 1990 lorsque «l'Algérien en est arrivé à tuer de sang froid un autre Algérien pour une doctrine que ne peut accepter un esprit sain».

«Nous avons perdu ce qui nous restait de dignité. Nous avons été classés parmi ceux qui pourraient représenter une menace pour la race humaine», dira-t-il.

«Le terrorisme n'est pas fini»

Abordant la question sécuritaire, l'initiateur du PFD a tenu des propos qui tranchent totalement avec le discours ambiant. Benbaïbeche est catégorique : le terrorisme islamiste reste une menace sérieuse pour l'Algérie.

«Le terrorisme continue de frapper avec force et précision. Nous nous retrouvons aujourd'hui face à une nébuleuse qui menace notre pays.

Ce qui se passe actuellement à nos frontières du sud et à l'intérieur même de notre territoire est très inquiétant. La menace est telle que nous pourrions nous retrouver avec une nouvelle entité à nos frontières, voire même sur une grande partie de notre territoire», a-t-il insisté.

Lors d'une rencontre avec la presse, Benbaïbeche a tenu à



Tahar Benbaïbeche.

Photos : Samir Sid

assener certaines vérités. «Le terrorisme n'est pas fini. Souvenez-vous, au plus fort du terrorisme, il n'y a eu qu'un seul attentat kamikaze. Mais ces dernières années, les terroristes ont multiplié ce type d'opérations et sont parvenus à toucher le siège de la chefferie du gouvernement, le Conseil constitutionnel, le siège de l'ONU à Alger,

l'Académie militaire, des casernes et des commissariats. A mon avis, l'Etat a tout fait pour masquer cette menace. Le peuple doit prendre conscience de cette situation.» Pour ce qui est de la «réconciliation nationale», Benbaïbeche considère que cette politique «n'a pas tout réglé».

T. H.

IL A RASSEMBLÉ DES ENFANTS DE MARTYRS DE LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE

Khaled Bounedjma crée un parti politique

C'est déjà mal parti pour Khaled Bounedjma. Le rôle de marionnettiste qu'il a tenté de jouer hier, lors de l'assemblée générale constitutive de sa nouvelle formation politique, le Front national pour la justice sociale (FNJS), tenue à la résidence El Bahia à Sidi Fredj (Alger), ne lui convenait pas du tout.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Alors qu'il était en retrait, confiant la gestion du conclave à des inconnus, une poignée de ses compagnons, qui contestaient les membres désignés pour lire devant l'assistance les statuts et le règlement intérieur de ce nouveau parti, ont provoqué la pagaille dans la salle. Et certains militants sont partis sans même signer le procès-verbal de l'assemblée.

Le nouveau-né se veut, en tout cas, un parti «nationaliste», se référant à la déclaration du 1^{er} Novembre 1954. Il fait de la «justice sociale» une finalité de son action. Une action ayant pour contours «l'islam religion d'Etat, l'arabe langue officielle, tamazight langue nationale».

Un grand portrait du président Bouteflika étant dressé derrière l'estrade, le parti, souligne

Mohamed Charef, un «retraité» d'Oran à qui fut confiée la mission de lire les statuts du parti, milite pour réformer le «système» de manière à faire retrouver aux Algériens «el-izza wa el-karama» (la fierté et la dignité).

Ainsi, et selon le règlement intérieur – voté à main levée sans qu'il soit débattu –, il est interdit aux personnes qui se sont distinguées par un comportement hostile à la Révolution de Novembre et ceux ayant collaboré avec des groupuscules terroristes d'adhérer au parti. L'ancien député du PT pour la circonscription d'Aïn Defla, Abdallah Haddad, était, par ailleurs, le seul nom inscrit aux côtés de celui de Khaled Bounedjma sur la liste des membres fondateurs du parti. Les autres, essentiellement des «ouled chouhada» (enfants de martyrs), des transfuges

du Front national algérien (FNA) et des inconnus. A noter la présence de Nadjji Ammar, Khelif Redouane et Khetlal Abdeslam (président de l'Association des experts judiciaires de Bordj Bou Arréridj), des militants relativement jeunes et qui étaient assis sur l'estrade aux côtés de Haddad et Charef pour les

besoins de l'organisation de l'assemblée.

Après la lecture des deux textes fondateurs du FNJS, Bounedjma, qui a été invité à parler aux présents, une bonne centaine venant de pas moins de 40 wilayas, a déclaré : «Ma qualité de président de la Coordination ne me permet pas de présider le

parti mais les statuts ne m'empêchent pas d'être un membre fondateur.» C'est à ce moment que la fronde a gagné des militants, des enfants de chouhada qui reprochent à Bounedjma de ne les avoir pas associés dans le choix des personnes désignées pour gérer le conclave...

L. H.

L'ESTIMANT INCAPABLE DE MENER LES RÉFORMES

El Islah appelle au départ du gouvernement

C'est le départ et simple du gouvernement que réclame le secrétaire général d'El Islah. Hamlaoui Akkouchi, son secrétaire général, estime que la composante actuelle de l'exécutif n'est pas compatible avec les réformes à mener.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Un gouvernement qui, disait-il hier, n'a qu'un seul objectif : se maintenir en place. Le numéro un d'El Islah, qui n'a pas caché son irritation quant aux propos d'Ouyahia au sujet de l'amnistie générale, s'est dit étonné que le gouvernement fasse dans l'exclusion tout en prônant la réconciliation nationale.

Une exclusion qui a également concerné la tripartite.

Une réunion, dira le numéro un d'El Islah, qui, contrairement à ce que veulent faire croire ses promoteurs, n'aura abouti à rien. Les résultats de la tripartite sont jugés décevants et en deçà des attentes des travailleurs sans compter les retraités qui n'ont arraché aucun

acquis. Les «vrais» problèmes des Algériens ont été occultés, estime le secrétaire général d'El Islah qui porte un regard tout aussi critique sur la diplomatie algérienne.

Un appareil diplomatique, dira-t-il, totalement paralysé et qui n'a pas su trouver la bonne réaction face aux événements qui secouaient la Libye.

Une inertie qui se répète dans le cas de la Syrie et qui fera dire à Hamlaoui Akkouchi que l'Algérie mériterait d'avoir des positions plus tranchées.

N. I.

LOUISA HANOUNE

À OUYAHIA :

«C'est injuste, Monsieur le Premier ministre»

Louisa Hanoune, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une session ordinaire du Parti des travailleurs, est revenue, pour la deuxième fois consécutive, à la charge pour exprimer sa déception des résultats de la 15^e tripartite. «Lorsque le Premier ministre propose aux patrons privés d'augmenter les charges de 1%, ils répondent par la négative et lorsque l'UGTA demande une réduction de l'IRG, Ouyahia affiche un niet catégorique... On dirait que cette tripartite a été spécialement organisée pour le patronat... c'est injuste Monsieur le Premier ministre», s'est-elle indignée. Toutefois, pour la SG du PT, il n'y a pas meilleur moyen pour l'Etat de préserver la souveraineté nationale que de se rapprocher du peuple qui a fait preuve d'une grande capacité de discernement lorsque les appels à la révolte étaient lancés de partout. «Est-ce ainsi que nous récompensons ces citoyens qui ont fait preuve de beaucoup de maturité», s'est-elle interrogée tout en rappelant au gouvernement qu'il a intérêt à répondre aux attentes des citoyens et des jeunes en particulier.

M. M.

ERRATUM

Dans notre article d'hier sur la stèle des Issers et la controverse qu'elle a soulevée, une erreur technique a amputé le texte d'une phrase rendant une partie de celui-ci incompréhensible. Il fallait lire commentant cette «réalisation», le wali avait, selon un membre de la délégation, dit à l'adresse du maire : «Avec ce que vous avez dépensé pour ce chantier, j'aurais pu construire un F4 pour reloger une famille nombreuse.»